APPEL AU BOYCOTT DU 1er JOUR DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Le CLA relance la protesta

La rentrée scolaire s'annonce perturbée. Le Conseil des lycées d'Alger (CLA) appelle l'ensemble des enseignants au boycott du premier jour de la rentrée. Une manière de dénoncer les mauvaises conditions de travail et de dire non à la précarisation de l'école.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Les conditions de travail déplorables sont à l'origine de cette protestation. «Ce boycott ne constitue qu'un avertissement», menace le CLA. Le boycott du 13 septembre est une réponse aux manœuvres de diversion et au mutisme irresponsable qui nie la dégradation continue du pouvoir d'achat des travailleurs de l'éducation et des enseignants en particulier, estime-t-on au sein du CLA.

Son porte-parole, Idir Achour, affirmait, hier, lors d'une conférence de presse, qu'un programme d'actions discuté et enrichi par les assemblées générales de lycées suivra ce mouvement. Un programme qui sera soumis à l'Intersyndicale et qui sera «concrétisé dans l'unité d'action la plus large». Promulgation du régime indemnitaire, révision du statut particulier de l'enseignant et retraite après 25 ans de service figurent sur la plate-forme de revendications du CLA, qui dit non à la précarisation de l'école publique. Les enseignants revendiquent la revalorisation du point indiciaire à 65 DA, alors qu'il est actuellement évalué à 45 DA.

Le porte-parole du CLA évoquera les inégalités statutaires au sein du secteur de l'éducation et des «brèches» qui caractérisent le secteur. Selon ce dernier, le taux de réussite au baccalauréat 2009 est «catastrophique», avec, selon porte-parole du CLA, seulement 36 % de lauréats. Il remet ainsi en question le taux de réussite de 45 % annoncé par le ministre.

Photo :Samir Sid.

Le week-end semi-universel mettra à mal enseignants et élèves.

«il n'a comptabilisé que les candidats scolarisés, sans tenir compte des abandons et des absents», estime le conférencier.

«On ne peut pas réformer avec des mensonges», fustige Achour. Selon lui, ce taux de 36 % a été calculé en le rapportant au nombre d'inscrits, ainsi qu'à celui des absents qui a atteint 16 544. De ce fait, l'on prévoit une répercussion de ce taux sur l'année scolaire 2009/2010, qui engendrera une surcharge des classes de terminale.

Cette rentrée scolaire sera également «perturbée» par le week-end semi-universel. Il mettra à mal enseignants et élèves.

Des considérations autres que pédagogiques ont présidé à cette réorganisation, renforçant le désarroi des élèves (tous paliers confondus) ; des élèves par ailleurs pénalisés par la surcharge des cours à raison de 45 minutes la séance, outre la question du volume horaire des enseignants.

«On ne peut pas enseigner en Algérie plus de 25 semaines», dira Idir Achour qui parle de «lobby» au sein du secteur et de «marchandage» dans les postes budgétaires.

Et d'ajouter : «La marginalisation des commissions paritaires est preuve de marchandage de postes.» Le secteur de l'Education serait géré, selon le conférencier, par le pouvoir administratif et non par le pouvoir éducatif, d'où le marasme. «La prise de décision se fait loin de la pratique», explique-t-il.

En fait, les poste budgétaires ne sont pas déterminés par le ministère mais par le gouvernement, dira l'orateur.

Cependant, le représentant du CLA évalue le besoin actuel à 25 000 postes au lieu des 16 000 annoncés par le ministre. Abordant le sujet du concours de recrutement, qui demeure un vœu pieux, le CLA rapporte que ce dernier, prévu le 11 juillet, reporté au mois de septembre et de nouveau à octobre, ne réglera pas de sitôt le problème de manque de personnel dans le secteur de l'éducation.

Cela étant, les recrutements n'auront lieu qu'à partir de janvier 2010. Concernant la prévention de la grippe A/H1N1, Idir estime qu'aucune décision tangible n'est là en la matière. Et d'affirmer que «sur le terrain, on est pas prêt à faire à la grippe».

W. Z.

Romaïssa vous embrasse

Romaïssa va bien. Elle parle de mieux en mieux, articulant nettement les mots. Elle marche sans l'aide de personne. Cette fille qui était presque mourante revit grâce à Dieu et à votre soutien si précieux. Elle vous dit merci à tous.

A ceux qui ont rendu possible la délicate intervention chirurgicale du 10 juillet et celle, non moins délicate, du 30 du même mois qui a pu régler le problème de l'œdème au cerveau qui l'empêchait de recouvrer sa santé.

Au gouvernement algérien qui a financé cette coûteuse intervention (on parle d'un demi-milliard) et qui a annoncé qu'il continuait à prendre en charge la rééducation de Romaïssa. Néanmoins, et puisque cette opération est en cours grâce à l'AME française (Aide médicale d'Etat), des proches et des amis de la maman de Romaïssa suggèrent que cette aide algérienne soit orientée vers l'hébergement et le transport. Mais il faudrait tout d'abord que le ministère de la Solidarité et les consulats algériens réagissent aux appels désespérés de la maman.

A ceux qui ont tout fait pour que sa maman ait un pécule à son arrivée à Paris. A ceux qui l'on aidée en dinars. A ceux qui l'ont appelée pour la réconforter.

A l'admirable famille qui l'héberge à Vitry et fait le tour des mairies et des associations pour faciliter le séjour de la patiente et de sa maman.

Romaïssa nous charge de vous remercier tous et vous transmet ces deux photos pour que vous sachiez que vous ne vous êtes pas mobilisés pour rien ! Mais elle a toujours besoin de vous, surtout vous qui êtes à l'étranger pour l'aider à faire face aux frais onéreux de son séjour parisien.

M. F.

sauvonsromaissa@yahoo.fr

SECTEUR DE LA SANTÉ

La rentrée s'annonce mouvementée

La fin de l'année a été marquée par de nombreux mouvements de protestation dans le secteur de la santé. La rentrée risque d'être également perturbée. Et pour cause : les problèmes posés par les différents syndicats sont restés en suspens.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a déjà donné le ton : il compte initier plusieurs actions qui paralyseront certainement le secteur. Ce syndicat autonome continue de se battre pour que le statut particulier soit enfin promulgué.

Le syndicat estime que ce dernier est toujours otage des tergiversations du ministère de la Santé. La copie élaborée en concertation avec les syndicalistes est pourtant bel et bien finalisée au niveau du ministère de la Santé.

Photo :Samir Sid.

La protesta reprend.

Ce dernier aurait dû défendre les propositions faites par les principaux concernés auprès de la Fonction publique mais c'est loin d'être le cas, notamment pour la classification des médecins, des dentistes et des pharmaciens.

Même combat pour le régime indemnitaire qui ne semble pas faire partie des priorités du ministère de la Santé, sans compter les nombreuses entraves à l'exercice syndical.

L'arrivée de Barkat à la tête du secteur avait été accueilli par les syndicats autonomes comme une perspective d'ouverture mais force est de constater que comme son prédécesseur, le ministre de la Santé ne fait pas du dialogue une priorité. Une situation que dénonce également le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) qui continue de se battre pour la promulgation du statut particulier.

Des revendications vieilles de plusieurs années et qui ne sont toujours pas satisfaites. La tutelle, qui continue de faire la sourde oreille, ne considère pas les syndicats autonomes comme des partenaires à part entière.

Ils ne sont conviés à des réunions que lorsqu'ils débrayent. En dehors de ses périodes de crise, les portes du ministère leur restent désespérément closes. Les services du ministère ne réagissent qu'en actionnant la justice qui sans surprise ordonne dans tous les cas la suspension de la grève.

Les cycles grèves-trêves fragiles risquent de reprendre puisque le ministre n'est pas décidé à dialoguer et les syndicats ne sont près d'abandonner leurs revendications.

N. I.